

s.C.41.107.6. - ZW/hz

Berne, le 17 juillet 1974.

Répercussion des hausses des prix du pétrole en rapport  
avec les marchés financiers nationaux et internationaux

- I. Les pays producteurs de pétrole ne peuvent fournir eux-mêmes que très peu de biens et services dont ont besoin les autres pays, tant OCDE que PVD non producteurs, pour la mise en oeuvre de leurs projets d'investissements. Seuls les pays développés peuvent le faire, d'où la nécessité d'arrangements triangulaires ainsi conçus: les pays développés fournissent les équipements et services; les fonds sont mis à disposition aux PVD par les producteurs de pétrole, soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire des établissements financiers ou des marchés financiers.
- II. Aucun des pays producteurs de pétrole ne possède d'infrastructure financière évoluée.

On constate une certaine progression dans la création de banques de développement. Toutefois, si ces établissements attendent la présentation de projets bien structurés pour accorder des prêts, la croissance de leurs activités sera lente. A plus forte raison, si, comme c'est le cas jusqu'à présent, les établissements existants accordent des prêts aux conditions du marché.

- 2 -

III. L'expansion des banques d'investissement paraît vouée à un meilleur avenir car l'absence de structure bancaire indigène se comble par la participation à des consortia qui impliquent le concours de grands groupes bancaires internationaux d'Europe, d'Amérique du Nord et du Japon.

Après la dévaluation du dollar en 1971 certains détenteurs arabes de dollars ont rapatrié une partie de leurs avoirs. Cet afflux de fonds a créé, dans les pays concernés, un gonflement de la liquidité intérieure et des pressions inflationnistes. Cela n'aide pas à trouver des débouchés pour ce surcroît de devises.

IV. Le principal débouché demeure les placements liquides sur les marchés financiers des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne fédérale et de la Suisse ainsi que sur l'euro-marché.

En 1972, les avoirs financiers officiels et privés de l'OPEP étaient estimés à plus de \$ 11 milliards, répartis comme suit :

USA	environ \$ 1,8 milliard
Londres	" \$ 1 milliard
Eurodevises	" \$ 8,2 milliards

Avec l'accroissement de leurs excédents courants, la tendance des pays producteurs pour placer leurs fonds sous des formes liquides se maintiendra.

- 3 -

Toutefois, on constate, ces derniers temps, un nouveau réalisme chez les pays producteurs de pétrole qui cherchent à placer leurs fonds à plus long terme. Il n'en reste pas moins que leurs excédents ne pourront pas s'investir totalement à moyen terme et que la proportion gardée sous forme liquide accentuera, au cours des prochaines années, les perturbations provoquées par les déplacements massifs de fonds d'une place à l'autre.

- V. Le Liban a la structure financière et bancaire la mieux développée du Moyen-Orient. Il canalise une partie importante des investissements des pays exportateurs de pétrole.

Depuis le krach de l'Intra Bank, en 1966, le secteur bancaire libanais a été profondément restructuré. Tout un réseau d'associations s'est créé avec des banques étrangères. Ainsi la création de la Frabank (banque franco-arabe d'investissement) en 1969, à laquelle participe notamment la SBS. Ainsi encore la création de l'UBAF (Union de banques arabes et françaises) qui groupe plus de vingt banques arabes, européennes, américaines et japonaises. Ainsi enfin, l'IBECK et la compagnie arabe internationale d'investissements ....

- VI. Malgré le cas particulier du Liban, les contacts organisés entre banques arabes restent très limités. Ceci implique que les marchés des eurodevises auront le poids principal, dans le proche avenir, pour recycler les fonds pétroliers vers les pays moins développés non producteurs de pétrole.

- 4 -

- VII. On parle de plus en plus, au niveau international, d'une garantie gouvernementale ou des banques centrales aux banques commerciales les plus importantes opérant sur l'eurodollar pour que la liquidité globale qui existe ne se bloque pas. Ce phénomène a une tendance à s'accroître à la suite de la faillite de la Herstatt, en juillet 1974.
- VIII. Les pays de l'OPEP essaieront aussi d'acquérir des immeubles et de l'or. Leurs opérations sur l'or connaîtront cependant des limites nationales. D'autre part, l'acquisition d'immeubles créerait vite, dans les pays d'accueil de cette forme d'investissement, des difficultés politico-sociales qui imposeront également rapidement des limitations à cette forme de placement.

Service économique et financier

J. Zwahlen